

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2010, 2009 et 2008  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## Note 1

### Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir des services d'impartition, des services d'intégration de systèmes, des services-conseils, des licences d'utilisation de logiciels et des services de maintenance, ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée.

## Note 2

### Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis est présenté à la note 28. Certains chiffres correspondants des périodes précédentes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2010.

#### MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, la Société a choisi d'adopter au cours de l'exercice les chapitres qui suivent du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA ») puisqu'ils se rapprochent principalement des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et des PCGR des États-Unis :

a) Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Les dispositions de ce chapitre sont semblables à celles de l'IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*, et à celles de l'Accounting Standards Codification (« ASC ») Topic 805, *Business Combinations*, selon les PCGR des États-Unis. Selon le nouveau chapitre, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, l'acquéreur comptabilise la plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge au moment de l'acquisition à leur juste valeur à la date d'acquisition, y compris la participation ne donnant pas le contrôle et la contrepartie conditionnelle. La variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle classée à titre de passif est comptabilisée en résultat. Les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration doivent aussi être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés plutôt que considérés comme faisant partie de la répartition du prix d'acquisition. De plus, les changements d'estimations liés aux actifs d'impôts futurs après la période d'évaluation sont constatés comme une charge d'impôts sur les bénéfices plutôt que portés en réduction de l'écart d'acquisition, avec application prospective visant tous les regroupements d'entreprises sans égard à la date d'acquisition.

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale. Les dispositions de ces chapitres sont semblables à celles de l'International Accounting Standards 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*, selon les IFRS et à celles de l'ASC Topic 810, *Consolidation*, selon les PCGR des États-Unis. Selon le chapitre 1602, la Société doit présenter les participations ne donnant pas le contrôle comme un élément distinct des capitaux propres aux bilans consolidés plutôt qu'à titre de passif. Les opérations entre une entité et une participation ne donnant pas le contrôle sont traitées comme des opérations portant sur les capitaux propres. De plus, la répartition du bénéfice net et du résultat étendu entre les actionnaires de la Société et les participations ne donnant pas le contrôle est présentée de manière distincte dans les états consolidés des résultats et du résultat étendu. Auparavant, les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées en déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu.

Conformément aux dispositions transitoires, ces chapitres ont été appliqués de manière prospective, à l'exception des exigences de présentation de la participation ne donnant pas le contrôle, lesquelles doivent être appliquées rétrospectivement. L'adoption de ces chapitres modifie la comptabilisation du regroupement d'entreprises réalisé en 2010 pour lequel les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration de 20 883 000 \$, avec une charge d'impôts sur les bénéfices de 3 688 000 \$, ont été comptabilisés directement à l'état consolidé des résultats (se reporter à la note 18a)). Les actifs d'impôts futurs non comptabilisés antérieurement liés aux reports prospectifs de pertes provenant de sociétés acquises antérieurement totalisant 7 378 000 \$ ont également été comptabilisés en réduction des impôts sur les bénéfices (se reporter à la note 18b)). De plus, les reclassements susmentionnés de la participation ne donnant pas le contrôle ont été pris en compte dans les états financiers consolidés et n'ont eu aucune incidence importante. Les incidences sur les périodes ultérieures seront fonction de la nature et de l'importance des regroupements d'entreprises visés par ces normes.

b) En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, « Instruments financiers — informations à fournir », afin d'adopter les modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») à l'IFRS 7, *Instruments financiers — informations à fournir*. Les modifications ont été apportées afin d'améliorer les exigences liées aux informations à fournir au sujet du risque de liquidité et de l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers. Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels des exercices terminés après le 30 septembre 2009, et les informations comparatives ne sont pas exigées pour l'exercice où les modifications sont adoptées. Ces modifications, adoptées par la Société en 2010, n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les nouvelles informations sont présentées à la note 26.

## UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période considérée. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les éléments faisant l'objet d'estimations importantes comprennent, sans s'y limiter, la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition, l'écart d'acquisition, les impôts sur les bénéfices, les éventualités et les autres passifs, la comptabilisation des produits, la rémunération à base d'actions, les crédits d'impôt à l'investissement et les programmes gouvernementaux ainsi que la dépréciation des actifs à long terme et l'écart d'acquisition.

## PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

## COMPTABILISATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition ; ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils ; iii) des licences d'utilisation de logiciels ; et iv) des services de maintenance. Les services en gestion des processus d'affaires incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie, le traitement de demandes de règlement et la gestion de documents.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. Les produits sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les services ont été rendus au client ou la livraison a eu lieu, que le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement sûr.

Les accords de la Société comprennent souvent plusieurs prestations. Dans le cadre d'un accord de prestations multiples, la valeur totale de l'accord est répartie en unités de comptabilisation distinctes lorsque : 1) la prestation fournie a une valeur en soi pour le client ; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur de la prestation non fournie ; et 3) lorsque l'accord prévoit un droit de retour général relativement à la prestation fournie, l'exécution de la prestation non fournie est jugée probable et dépend pour l'essentiel de la Société. Si ces critères sont respectés, la contrepartie totale de l'accord est répartie entre les unités de comptabilisation distinctes en fonction de leur juste valeur. La juste valeur est établie en fonction des preuves internes et externes du prix demandé pour chaque prestation. Certains accords visant les licences d'utilisation de logiciels sont toutefois assujettis à certaines conventions comptables spécifiques, décrites ci-après à la rubrique *Licences d'utilisation de logiciels*.

Dans les cas où une juste valeur existe pour les prestations non fournies, mais qu'aucune preuve semblable n'existe pour les prestations fournies, il faut alors appliquer la méthode du montant résiduel aux fins de la répartition de la contrepartie. Selon cette méthode, le total des produits attribué aux prestations fournies correspond à la différence entre le total de la contrepartie prévue à l'accord et le total de la juste valeur des prestations non fournies.

Pour tous les types d'accords, la méthode appropriée de comptabilisation des produits est appliquée, telle que décrite ci-après, pour chaque unité de comptabilisation selon la nature de l'accord et les services compris dans chaque unité de comptabilisation. Toutes les prestations qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation distincte sont regroupées en une unité de comptabilisation, et la méthode la plus appropriée de constatation des produits est appliquée.

Certains accords de la Société peuvent comprendre des dispositions d'acceptation par le client. Chaque disposition est étudiée pour déterminer si le processus de génération du profit est complété lorsque le service est rendu. Si l'acceptation par le client est incertaine, les produits ne sont pas constatés avant l'acceptation par le client. Il n'est pas toujours nécessaire d'obtenir une acceptation formelle du client pour comptabiliser les produits à condition que la Société fasse la démonstration objective que les critères stipulés dans les dispositions d'acceptation sont remplis. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces dispositions sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les provisions pour pertes estimatives au titre d'un contrat, s'il y a lieu, sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

### Accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires

Les produits tirés des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires fondés sur le temps et les ressources et sur des prix unitaires sont comptabilisés aux prix contractuels à mesure que les services sont rendus. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, la Société détermine s'il est plus approprié de comptabiliser les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires fondés sur des prix fixes sont comptabilisés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

### Intégration de systèmes et de services-conseils

Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixes et d'accords de licences d'utilisation de logiciels, dont les services de mise en œuvre sont essentiels au fonctionnement du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation, sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail engagées pour mesurer le degré d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage des produits gagnés. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes au total des coûts de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Les révisions des estimations sont comptabilisées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu d'accords liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les avantages résultant de ces accords généreront la valeur nécessaire sur laquelle la comptabilisation des produits repose.

### Accords de licences d'utilisation de logiciels

La plupart des accords de licences d'utilisation de logiciels de la Société sont comptabilisés tel qu'il est décrit à la rubrique « Services d'intégration de systèmes et de services-conseils » ci-dessus. De plus, la Société a conclu des accords de licences d'utilisation de logiciels qui ne prévoient pas la prestation de services de mise en œuvre essentiels au fonctionnement du logiciel ni d'adaptation importante du logiciel, mais qui comportent des prestations multiples comme l'intégration et le soutien post-contractuel au client. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels aux termes de ces types d'accords sont comptabilisés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, si le paiement des honoraires est probable, si les honoraires sont déterminés ou déterminables et s'il existe une preuve objective de la juste valeur émanant du fournisseur, de l'existence d'un accord permettant de répartir le total des honoraires entre les différentes prestations d'un accord en fonction des preuves objectives de la juste valeur relative émanant du fournisseur. La méthode du montant résiduel, telle qu'elle est définie plus haut, utilisant les preuves objectives de la juste valeur émanant du fournisseur peut servir à répartir la contrepartie d'un accord. Les preuves objectives de la juste valeur émanant du fournisseur s'appuient habituellement sur la preuve interne du prix demandé pour chaque prestation génératrice de produits lorsqu'elle est vendue séparément. Les produits tirés des services de maintenance des logiciels découlant de licences fournis et mis en œuvre sont comptabilisés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

### Travaux en cours et produits reportés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de produits sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

### REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris les remboursements relatifs aux frais de déplacement et aux autres frais semblables, ainsi que d'autres frais pour le compte de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciels, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services lorsque la Société juge que les coûts satisfont aux critères de comptabilisation des produits bruts.

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

## PLACEMENTS À COURT TERME

Les échéances résiduelles des placements à court terme, composés de dépôts à terme, sont de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition. Les placements à court terme sont désignés dans les instruments détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à la juste valeur.

## FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements ; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement ; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux bénéficiaires des demandes de règlement ; produit les déclarations fiscales destinées au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux ; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

## IMMOBILISATIONS

Les immobilisations, y compris celles visées par des contrats de location-acquisition, sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée de vie utile ou durée du bail, selon la moindre des deux
Mobilier, agencements et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

## ACTIFS INCORPORELS

### Coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires à long terme. Les coûts liés à des contrats sont classés à titre d'actifs incorporels. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en trésorerie, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions accordées principalement pendant une période de transition, comme il est stipulé dans le contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré selon la valeur des engagements financiers accordés, et un montant correspondant est enregistré à titre de produits reportés. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre de contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé de la manière décrite dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des installations des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés sauf dans les cas où il est presque certain que le contrat sera octroyé à la Société et que les coûts sont différentiels et directement liés à l'acquisition du contrat. Les coûts de contrat admissibles sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats respectifs.

## Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients.

Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées en interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur l'estimation des produits nets qu'elles pourront dégager dans l'avenir. Les relations clients sont acquises lors de regroupements d'entreprises et sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

La Société amortit les autres actifs incorporels selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

### DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme, tels que les immobilisations et les actifs incorporels, pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une charge est comptabilisée afin de ramener la valeur comptable au montant des flux de trésorerie actualisés futurs projetés.

### AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont constitués principalement de frais de financement reportés, d'actifs liés aux régimes de rémunération différés, contrats de maintenance à long terme et de contrats à terme.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, la Société a choisi d'adopter de manière anticipée et prospective le chapitre 1582, lequel constitue une révision des règles comptables que la Société devait appliquer aux sociétés acquises dans les exercices précédents. Les principes sous-jacents sont semblables aux règles précédentes, mais introduisent certaines modifications comptables qui sont décrites à la rubrique *Modifications de conventions comptables* de la présente note.

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon celle-ci, la Société répartit le coût d'acquisition entre les actifs corporels et incorporels acquis ainsi que les passifs pris en charge en fonction de leur juste valeur estimative à la date de l'acquisition, et attribue l'excédent du coût d'acquisition à l'écart d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Toute modification apportée aux estimations attribuable aux actifs d'impôts futurs après la période d'évaluation est constatée en tant que charge d'impôts sur les bénéfices et avec application prospective visant à tous les regroupements d'entreprises sans égard à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsqu'un événement ou un changement circonstanciel survient et qu'il est plus probable qu'improbable que celui-ci ferait baisser la juste valeur de l'unité d'exploitation en deçà de sa valeur comptable. La Société a désigné le 30 septembre comme date du test de dépréciation annuel. Une perte de valeur, écart entre la valeur comptable de l'écart d'acquisition et sa juste valeur implicite, est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

### BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions.

### FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés aux résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

## CRÉDITS D'IMPÔT

La Société utilise la méthode de réduction du coût pour la comptabilisation des crédits d'impôt. Selon cette méthode, les crédits d'impôt relatifs aux dépenses d'exploitation sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leur réalisation. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leur réalisation. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la Société sur les montants qu'elle s'attend à recouvrer et peuvent faire l'objet de vérification par les administrations fiscales.

## IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés au moyen de la méthode axée sur le bilan pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront pendant l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts se résorberont. Une provision pour moins-value est comptabilisée à l'égard d'une partie des actifs d'impôts futurs dans la mesure où il n'est pas plus probable qu'improbable qu'elle sera réalisée.

## CONVERSION DES DEVISES

Les produits et les charges libellés en devises sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les écarts de conversion réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes qui exercent des activités économiques largement indépendantes de la Société sont comptabilisées selon la méthode du cours de clôture. Selon celle-ci, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont comptabilisés à titre de gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dans les états consolidés du résultat étendu.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la Société d'un point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. Selon celle-ci, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux cours du change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux cours historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux moyens de la période. Les écarts de conversion de ces filiales sont comptabilisés dans le bénéfice net.

## RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées en vertu du régime de rémunération à base d'actions. La juste valeur des options sur actions est comptabilisée en résultat au titre des coûts de rémunération, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport selon la méthode de l'amortissement linéaire au cours de la période d'acquisition des droits rattachés à la totalité de l'attribution. Le nombre d'options sur actions dont les droits sont prévus être acquis est estimé à la date d'attribution, puis révisé périodiquement. Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée par les employés est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur de l'option comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions.

## OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de négociation.

### Couverture de flux de trésorerie liée aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

Le 21 décembre 2007, la Société a conclu des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital des billets de premier rang non garantis en devise américaine. L'objectif des opérations de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devise.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. La couverture est considérée comme étant hautement efficace car les conditions des contrats à terme correspondent au remboursement projeté des deux dernières tranches de la dette. La première tranche a été remboursée au cours de l'exercice 2009.

## Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les contrats à terme sont des instruments dérivés ; par conséquent, ils sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à titre d'autres actifs à court terme et d'autres actifs à long terme, la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés étant constatée à titre d'autres éléments du résultat étendu. Pour chaque période, un montant annulant l'écart de conversion découlant de la réévaluation de la partie de la dette désignée, auparavant comptabilisé à titre d'autres éléments du résultat étendu, est reclassé dans les résultats. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir des dettes à long terme en devises sont amortis à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché, sont utilisés. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010, les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés liés à des contrats à terme n'étaient pas importants. Les flux de trésorerie liés à l'opération de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

### Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme un instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes aux États-Unis et en Europe. Les écarts de conversion sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

### Couverture de flux de trésorerie liée aux produits futurs

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2010, la Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement aux produits futurs en dollars américains. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement à des produits futurs en dollars américains, et pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux produits futurs en dollars américains. Les dates d'échéance des couvertures de flux de trésorerie s'échelonnent jusqu'en 2014.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés ; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à court terme, d'autres actifs à long terme, de charges à payer ou d'autres passifs à long terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché, sont utilisés.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée aux résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la comptabilisation des produits visés par l'opération de couverture. L'évaluation de l'efficacité est fondée sur les taux à terme et sur la méthode du dérivé hypothétique. Au cours de l'exercice 2010, les relations de couverture de la Société étaient efficaces. Les flux de trésorerie liés aux opérations de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

## MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN-175 »), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, qui modifie le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits. En vertu de ce nouvel abrégé, en l'absence d'une preuve objective émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la comptabilisation des produits. Le CPN-175 est applicable de façon prospective, mais peut être adopté de façon rétrospective, et s'applique aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée est également permise. La Société adoptera de manière prospective ce nouveau CPN en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010. Son incidence sur les périodes ultérieures dépendra de la nature et de l'importance des futurs contrats avec des clients qui seront visés par cet abrégé.



## Note 3

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2010	2009
	\$	\$
Trésorerie	27 162	203 160
Équivalents de trésorerie	100 662	140 267
	127 824	343 427

## Note 4

### Débiteurs

	2010	2009
	\$	\$
Clients	349 349	317 647
Autres <sup>1</sup>	74 577	143 644
	423 926	461 291

<sup>1</sup> Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés au programme de développement des affaires électroniques du Québec, de crédits d'impôt pour la recherche et le développement en Amérique du Nord et en Europe, ainsi qu'à d'autres programmes de création d'emplois et de croissance économique. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 55 758 000 \$ et 124 803 000 \$ des autres débiteurs respectivement pour les exercices 2010 et 2009.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société est admissible à un nouveau crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques, qui remplace d'anciens programmes de crédits d'impôt du Québec. Cette mesure fiscale permet aux sociétés ayant un établissement dans la province de Québec qui exercent des activités admissibles dans le secteur de la technologie d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015.

Avant le 1<sup>er</sup> avril 2008, pour être admissible aux crédits d'impôt de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal et du Carrefour de la nouvelle économie, la Société avait muté un certain nombre de ses employés admissibles à des installations désignées. Le coût du loyer des installations désignées est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Au 30 septembre 2010, le solde des engagements financiers à l'égard de ces installations, qui s'étendent sur une période de trois mois à 13 ans, s'établissait à 352 362 000 \$. Les crédits d'impôt remboursables au titre de ces programmes étaient calculés à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible.

## Note 5

### Immobilisations

	2010			2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiments	17 309	4 461	12 848	17 757	3 427	14 330
Améliorations locatives	142 297	76 381	65 916	139 542	68 879	70 663
Mobilier, agencements et matériel	75 990	30 605	45 385	55 953	24 569	31 384
Matériel informatique	256 985	143 110	113 875	190 850	94 809	96 041
	492 581	254 557	238 024	404 102	191 684	212 418

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 57 101 000 \$ (37 680 000 \$ en 2009), déduction faite de l'amortissement cumulé de 35 533 000 \$ (17 880 000 \$ en 2009). L'amortissement des immobilisations acquises en vertu de contrats de location-acquisition s'est fixé respectivement à 18 467 000 \$ et 13 213 000 \$ en 2010 et 2009.



## Note 6

### Actifs incorporels

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats			
Incitatifs	236 750	190 294	46 456
Coûts de transition	200 154	102 734	97 420
	436 904	293 028	143 876
Autres actifs incorporels			
Logiciels pour utilisation interne	90 704	66 841	23 863
Solutions d'affaires	283 799	178 491	105 308
Licences d'utilisation de logiciels	174 412	123 977	50 435
Relations clients et autres	426 546	233 274	193 272
	975 461	602 583	372 878
	1 412 365	895 611	516 754

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats			
Incitatifs	247 146	185 296	61 850
Coûts de transition	169 087	77 138	91 949
	416 233	262 434	153 799
Autres actifs incorporels			
Logiciels pour utilisation interne	88 128	59 033	29 095
Solutions d'affaires	284 341	160 423	123 918
Licences d'utilisation de logiciels	144 861	108 127	36 734
Relations clients et autres	341 188	228 959	112 229
	858 518	556 542	301 976
	1 274 751	818 976	455 775

Tous les actifs incorporels font l'objet d'amortissement. Le tableau suivant présente le montant total des actifs incorporels qui ont été acquis ou développés en interne au cours de la période :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Acquis	166 468	22 965	30 665
Développés en interne	49 193	44 181	40 257
	215 661	67 146	70 922

L'amortissement des autres actifs incorporels inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	11 121	12 963	12 307
Solutions d'affaires	26 322	33 444	34 367
Licences d'utilisation de logiciels	18 726	16 674	17 997
Relations clients et autres	36 676	37 748	37 121
Amortissement des autres actifs incorporels (note 14)	92 845	100 829	101 792

L'amortissement des coûts liés à des contrats est présenté à la note 14.

## Note 7

### Autres actifs à long terme

	2010	2009
	\$	\$
Frais de financement reportés	2 360	3 643
Actifs du régime de rémunération différée	16 318	13 108
Contrats de maintenance à long terme	5 542	13 735
Contrats à terme (note 26)	13 317	22 372
Autres	4 724	7 700
Autres actifs à long terme	42 261	60 558

## Note 8

### Écart d'acquisition

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2010			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 141 381	432 320	101 080	1 674 781
Acquisition (note 18a))	–	886 403	–	886 403
Écart de conversion	–	(25 961)	(9 810)	(35 771)
Solde à la fin de l'exercice	1 141 381	1 292 762	91 270	2 525 413

  

	2009			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 158 730	431 129	99 503	1 689 362
Acquisition	209	–	–	209
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 18c))	(16 059)	(3 865)	(415)	(20 339)
Cession d'actifs (note 18b))	(1 499)	–	–	(1 499)
Écart de conversion	–	5 056	1 992	7 048
Solde à la fin de l'exercice	1 141 381	432 320	101 080	1 674 781

## Note 9

### Autres passifs à long terme

	2010	2009
	\$	\$
Rémunération différée	25 173	22 727
Produits reportés	40 702	27 774
Loyers reportés	44 737	16 940
Contrats à terme (note 26)	3 396	7 648
Autres	5 891	8 845
Autres passifs à long terme	119 899	83 934

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations incluses au poste « Autres » proviennent de contrats de location-exploitation d'immeubles à bureaux qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 3 060 000 \$ (2 522 000 \$ en 2009) sont fondées sur des flux de trésorerie prévus de 4 370 000 \$ (3 579 000 \$ en 2009) et ont été actualisées en utilisant un taux d'intérêt de 6,42 % (6,83 % en 2009). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de un à 13 ans.

## Note 10

### Dette à long terme

	2010	2009
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,27 %, remboursables en versements de 89 593 \$ (87 000 \$ US) en 2011 et de 20 596 \$ (20 000 \$ US) en 2014, déduction faite des intérêts théoriques de 290 \$ <sup>1</sup>	109 899	114 061
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR, majoré de 0,63 %, ou au taux des acceptations bancaires, majoré de 0,63 % et échéant en 2012 <sup>2</sup>	964 223	126 043
Obligations portant intérêt à un taux moyen pondéré de 4,00 %, remboursable en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2018	22 049	5 879
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,89 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2018	57 705	37 147
	<b>1 153 876</b>	283 130
Tranche à court terme	<b>114 577</b>	17 702
	<b>1 039 299</b>	265 428

1 Au 30 septembre 2010, le financement par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait deux tranches restantes de billets de premier rang non garantis en devise américaine, échéant en janvier 2011 et 2014 et totalisant 107 000 000 \$ US. Le 29 janvier 2009, la Société a remboursé la première tranche de 85 000 000 \$ US et a réglé les contrats à terme connexes conclus pour couvrir le risque de variabilité du taux de change, ce qui a donné lieu à des rentrées de fonds de 18 318 000 \$. Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 27). Au 30 septembre 2010, la Société respectait les clauses restrictives.

2 La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 500 000 000 \$ qui expire en août 2012 et qui porte intérêt au taux LIBOR majoré d'une marge variable déterminée selon les ratios de levier financier. Au 30 septembre 2010, un montant de 964 223 000 \$ avait été prélevé sur cette facilité (note 26). De plus, un montant de 15 846 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. Outre cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose de marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$. Au 30 septembre 2010, aucun montant n'avait été prélevé sur ces facilités. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 27). Au 30 septembre 2010, la Société respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ces clauses restrictives. La Société dispose également d'une quote-part d'une facilité de crédit à vue renouvelable détenue par la coentreprise, pour un montant total de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel du Canada. Au 30 septembre 2010, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2011	95 169
2012	968 636
2013	4 750
2014	24 308
2015	1 917
Par la suite	1 391
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	1 096 171

Versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition :

	Principal	Intérêts	Versement
	\$	\$	\$
2011	19 408	2 441	21 849
2012	17 308	1 440	18 748
2013	10 456	578	11 034
2014	5 850	276	6 126
2015	3 188	68	3 256
Par la suite	1 495	—	1 495
Total des versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	57 705	4 803	62 508

# Note 11

## Capital-actions

Autorisé, nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2010, 2009 et 2008, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Solde au 30 septembre 2007	290 545 715	1 321 305	34 208 159	47 724	324 753 874	1 369 029
Rachetées et annulées <sup>1</sup>	(20 488 168)	(90 748)	–	–	(20 488 168)	(90 748)
Rachetées et non annulées <sup>1</sup>	–	(847)	–	–	–	(847)
Émises par suite de l'exercice d'options <sup>2</sup>	4 107 823	42 238	–	–	4 107 823	42 238
Solde au 30 septembre 2008	274 165 370	1 271 948	34 208 159	47 724	308 373 529	1 319 672
Rachetées et annulées <sup>1</sup>	(9 708 292)	(44 272)	–	–	(9 708 292)	(44 272)
Émises par suite de l'exercice d'options <sup>2</sup>	2 221 032	22 870	–	–	2 221 032	22 870
Conversion d'actions <sup>3</sup>	600 000	837	(600 000)	(837)	–	–
Solde au 30 septembre 2009	267 278 110	1 251 383	33 608 159	46 887	300 886 269	1 298 270
Rachetées et annulées <sup>1</sup>	(35 602 085)	(168 759)	–	–	(35 602 085)	(168 759)
Émises par suite de l'exercice d'options <sup>2</sup>	6 008 766	65 558	–	–	6 008 766	65 558
<b>Solde au 30 septembre 2010</b>	<b>237 684 791</b>	<b>1 148 182</b>	<b>33 608 159</b>	<b>46 887</b>	<b>271 292 950</b>	<b>1 195 069</b>

1 Le 27 janvier 2010, le conseil d'administration de la Société a autorisé le renouvellement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant à racheter jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A détenues dans le public au cours de l'exercice suivant. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société de racheter sur le marché libre, aux fins d'annulation, 25 151 058 actions subalternes classe A (26 970 437 en 2009 et 28 502 941 en 2008) par l'entremise de la Bourse de Toronto. Les actions subalternes classe A pouvaient être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dès le 9 février 2010 jusqu'au 8 février 2011 au plus tard, ou plus tôt si la Société concluait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Au cours de 2010, la Société a racheté 35 602 085 actions subalternes classe A (9 525 892 en 2009 et 19 910 068 en 2008) en contrepartie de 516 699 000 \$ (99 881 000 \$ en 2009 et 213 485 000 \$ en 2008) dans le cadre de l'ancienne et de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, de l'ordre de 347 940 000 \$ (65 609 000 \$ en 2009 et 121 890 000 \$ en 2008), a été imputé aux bénéfices non répartis.

Au 30 septembre 2008, 182 400 actions subalternes classe A rachetées d'une valeur comptable de 847 000 \$ et d'une valeur de rachat de 1 817 000 \$ étaient détenues par la Société, puis ont été annulées et payées postérieurement à la fin de l'exercice.

2 La valeur comptable des actions subalternes classe A comprend un montant de 13 332 000 \$ (5 253 000 \$ en 2009 et 10 223 000 \$ en 2008) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé de rémunération lié aux options exercées au cours de l'exercice.

3 Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, un actionnaire a converti 600 000 actions classe B en 600 000 actions subalternes classe A.

## Note 12

# Régimes de rémunération à base d'actions et surplus d'apport

### A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'attribution. Les droits rattachés aux options deviennent généralement acquis de un à trois ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs, et les options doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2010, 52 002 178 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2010 :

	2010		2009		2008	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	28 883 835	9,16	26 757 738	9,34	24 499 886	8,52
Attribuées	8 413 586	12,58	8 448 453	9,32	7 798 388	11,39
Exercées	(6 008 766)	8,69	(2 221 032)	7,93	(4 107 823)	7,79
Éteintes	(3 734 542)	9,65	(3 863 746)	11,16	(1 094 052)	10,65
Échues	(998 630)	15,91	(237 578)	14,11	(338 661)	12,20
En cours à la fin de l'exercice	26 555 483	10,03	28 883 835	9,16	26 757 738	9,34
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	14 116 392	8,60	18 087 166	8,75	19 398 753	8,56

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2010 :

	Options en cours			Options pouvant être exercées		
	Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
	\$			\$		\$
	2,06 à 5,20	10 729	0,51	2,57	10 729	2,57
	6,05 à 6,98	2 255 941	4,48	6,48	2 255 941	6,48
	7,00 à 7,87	3 408 828	4,57	7,74	3 408 828	7,74
	8,00 à 8,99	4 417 145	3,43	8,62	4 417 145	8,62
	9,05 à 9,90	4 832 132	7,50	9,34	1 692 713	9,40
	10,05 à 11,80	3 566 872	6,99	11,37	2 284 340	11,35
	12,54 à 13,26	7 964 939	9,01	12,55	10 799	13,26
	14,48 à 15,58	98 897	9,54	14,98	35 897	9,55
		26 555 483	6,58	10,03	14 116 392	8,60

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer le coût de rémunération à base d'actions comptabilisé dans les coûts des services et les frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2010	2009	2008
Coût de rémunération à base d'actions (\$)	15 517	8 617	5 131
Rendement de l'action (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	27,32	24,42	23,70
Taux d'intérêt sans risque (%)	2,48	3,05	4,09
Durée prévue (en années)	5,00	5,00	5,00
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution (\$)	3,63	2,59	3,37

## B) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (UAR)

Le 28 septembre 2010, la Société a adopté un régime d'UAR à l'intention de ses cadres supérieurs et d'autres employés clés (« participants »). En vertu de ce régime, le conseil d'administration peut attribuer aux participants des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR doivent être exercées dans un délai de trois ans après la fin d'exercice de la Société au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

Aucune attribution n'a été faite en vertu de ce régime pour l'exercice 2010.

## C) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2007 :

	\$
Solde au 30 septembre 2007	82 465
Coût de rémunération lié aux options exercées (note 11)	(10 223)
Coût de rémunération à base d'actions	5 131
Solde au 30 septembre 2008	77 373
Coût de rémunération lié aux options exercées (note 11)	(5 253)
Coût de rémunération à base d'actions	8 617
Solde au 30 septembre 2009	80 737
Coût de rémunération lié aux options exercées (note 11)	(13 332)
Coût de rémunération à base d'actions	15 517
<b>Solde au 30 septembre 2010</b>	<b>82 922</b>

## Note 13

### Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies attribuables aux actionnaires de la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2010			2009			2008		
	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
	362 386	284 826 257	1,27	315 158	306 853 077	1,03	298 266	317 604 899	0,94
Actions dilutives <sup>2</sup>		8 093 693			3 492 164			5 199 388	
	362 386	292 919 950	1,24	315 158	310 345 241	1,02	298 266	322 804 287	0,92

1 Les 35 602 085 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'exercice (9 525 892 en 2009 et 19 910 068 en 2008) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de leur rachat.

2 Le calcul du bénéfice dilué par action exclut 8 029 590, 13 384 651 et 8 764 136 options respectivement pour les exercices terminés les 30 septembre 2010, 2009 et 2008 puisqu'elles étaient antidilutives.

## Note 14

### Amortissement

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	72 067	61 412	43 455
Amortissement des actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	30 396	22 377	17 925
Autres actifs incorporels (note 6)	92 845	100 829	101 792
Perte de valeur liée aux autres actifs incorporels <sup>1</sup>	–	11 143	–
	195 308	195 761	163 172
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	23 149	21 043	21 682
Amortissement des frais de financement reportés (présenté dans les intérêts sur la dette à long terme)	1 283	1 283	1 266
	219 740	218 087	186 120

1 La perte de valeur liée aux autres actifs incorporels a trait à certains actifs qui ne devraient fournir aucune valeur future.

## Note 15

### Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2009	Variations nettes au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2010
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 12 686 \$)	(359 423)	(53 598)	(413 021)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 14 347 \$)	61 000	15 806	76 806
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 5 336 \$)	12 433	2 036	14 469
	(285 990)	(35 756)	(321 746)
	Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2008	Variations nettes au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2009
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 10 464 \$)	(365 672)	6 249	(359 423)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 11 623 \$)	45 261	15 739	61 000
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 4 422 \$)	(1 013)	13 446	12 433
	(321 424)	35 434	(285 990)



	Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2007	Variations nettes au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2008
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 7 029 \$)	(431 872)	66 200	(365 672)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 8 748 \$)	45 799	(538)	45 261
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 187 \$)	–	(1 013)	(1 013)
	(386 073)	64 649	(321 424)

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010, des gains nets non réalisés de 8 359 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat étendu (déduction faite des impôts sur les bénéfices de 3 746 000 \$), ont été reclassés en résultat net au titre des dérivés qui ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie (928 000 \$, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 478 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 et néant pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008).

## Note 16

### Impôts sur les bénéfices

Les impôts futurs se classent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	<b>16 509</b>	15 110
Actifs d'impôts futurs à long terme	<b>11 592</b>	10 173
Passifs d'impôts futurs à court terme	<b>(26 423)</b>	(50 250)
Passifs d'impôts futurs à long terme	<b>(170 683)</b>	(171 697)
Impôts futurs, montant net	<b>(169 005)</b>	(196 664)

Les impôts sur les bénéfices s'établissent comme suit :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Exigibles	<b>136 387</b>	95 923	128 972
Futurs	<b>(21 417)</b>	29 300	(22 675)
	<b>114 970</b>	125 223	106 297

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada, et il s'établit comme suit :

	2010	2009	2008
	%	%	%
Taux d'imposition de la Société prévu par la loi	<b>30,2</b>	30,9	31,2
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	<b>0,3</b>	–	(0,6)
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	<b>(7,9)</b>	(3,9)	(3,7)
Éléments non déductibles et exempts d'impôt	<b>1,7</b>	1,3	0,8
Incidence de la variation des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôts futurs	<b>(0,3)</b>	–	(1,7)
Économies d'impôts découlant des pertes	<b>0,1</b>	0,1	0,2
Taux d'imposition effectif	<b>24,1</b>	28,4	26,2

## Note 16 Impôts sur les bénéfices (suite)

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillaient comme suit aux 30 septembre :

	2010	2009
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Créditeurs et charges à payer	14 074	11 316
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	14 667	10 171
Immobilisations, actifs incorporels et autres passifs à long terme	20 482	17 197
Rémunération à payer	28 397	23 414
Pertes non réalisées découlant des couvertures de flux de trésorerie	1 585	3 395
Provision pour créances douteuses	1 793	3 107
Autres	1 612	2 433
	82 610	71 033
Provision pour moins-value	(4 346)	(6 818)
	78 264	64 215
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme	161 988	161 008
Travaux en cours	25 165	22 395
Écart d'acquisition	27 774	25 276
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	20 985	40 233
Gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	6 908	7 478
Autres	4 449	4 489
	247 269	260 879
Impôts futurs, montant net	(169 005)	(196 664)

Au 30 septembre 2010, la Société disposait de reports prospectifs de pertes nettes autres qu'en capital totalisant 46 419 000 \$, dont une tranche de 13 053 000 \$ a des échéances diverses jusqu'en 2030 et une tranche de 33 366 000 \$ n'a aucune date d'échéance. La Société a constaté un actif d'impôts futurs de 14 667 000 \$ découlant des reports prospectifs de pertes et une provision pour moins-value de 4 346 000 \$ en relation avec ces pertes. La baisse de provision pour moins-value s'explique essentiellement par l'expiration de pertes autres qu'en capital. L'actif d'impôts futurs net en résultant de 10 321 000 \$ représente le montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable.

Les bénéfices de certaines filiales étrangères de la Société seraient imposés seulement s'ils sont rapatriés au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôts futurs sera constaté quand la Société estimera qu'elle rapatriera ces bénéfices non répartis sous une forme imposable, comme la vente du placement ou la réception de dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent donner lieu à des crédits d'impôt pouvant servir à réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

## Note 17

### Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt portés en déduction des coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 116 425	3 268 995	3 193 270
Crédits d'impôt	(90 602)	(98 589)	(82 510)
	3 025 823	3 170 406	3 110 760

## Note 18

### Investissements dans les filiales

Dans tous les cas d'acquisition d'entreprises, la Société comptabilise les résultats d'exploitation des entreprises acquises à compter de la date de prise d'effet de chacune des acquisitions.

#### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2010

##### a) Acquisition

La Société a réalisé l'acquisition suivante :

- *Stanley, Inc.* (« *Stanley* ») — Le 17 août 2010, la Société a fait l'acquisition de toutes les actions en circulation de Stanley, fournisseur de services et de solutions en technologie de l'information auprès d'agences fédérales du gouvernement des États-Unis œuvrant dans les domaines de la défense, du renseignement et des activités civiles, moyennant une contrepartie en trésorerie de 923 150 000 \$. La Société a financé cette acquisition au moyen d'un emprunt sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie existante et les fonds en caisse respectivement de 832 160 000 \$ et 90 990 000 \$. Les activités de Stanley donneront à la Société l'envergure et les capacités nécessaires pour offrir ses services à des agences fédérales américaines œuvrant dans les domaines de la défense et du renseignement.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessous est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être déterminée dès que la direction de la Société aura terminé de rassembler toutes les informations importantes disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition.

	Stanley
	\$
Actifs à court terme <sup>1</sup>	163 648
Immobilisations	9 005
Actifs incorporels	123 897
Écart d'acquisition <sup>2</sup>	886 403
Autres actifs à long terme	3 167
Impôts futurs	3 564
Passifs à court terme	(176 110)
Dette à court terme	(102 262)
Autres passifs à long terme	(11 748)
	899 564
Trésorerie acquise	23 586
Actifs nets acquis	923 150
Contrepartie en trésorerie	923 150

<sup>1</sup> Les actifs à court terme incluent des débiteurs dont la juste valeur de 97 967 000 \$ se rapproche du montant brut à payer en vertu des contrats.

<sup>2</sup> L'écart d'acquisition représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. L'écart d'acquisition est entièrement inclus dans le secteur d'exploitation États-Unis et Inde et un montant de 26 323 000 \$ est déductible aux fins fiscales.

## Note 18 Investissements dans les filiales (suite)

Dans le cadre de l'acquisition de Stanley, la Société a comptabilisé des charges qui ont totalisé 20 883 000 \$ au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2010. Ce montant comprend des frais connexes à l'acquisition de 11 573 000 \$ et des coûts d'intégration de 9 310 000 \$. Les frais connexes à l'acquisition comprennent principalement des honoraires professionnels versés relativement à l'acquisition. Les coûts d'intégration sont constitués principalement des provisions liées à des contrats de location visant des locaux que la société acquise occupait et que la Société a libérés, ainsi que des coûts liés à la cessation d'emploi de certains employés de la société acquise qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante. Les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration sont présentés séparément dans les états consolidés des résultats de la Société.

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010, les produits de Stanley représentent environ 3 % du total des produits consolidés de la Société. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010, le bénéfice net de Stanley n'est pas significatif. Sur une base pro forma, les produits et le bénéfice net de la société issue du regroupement pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010 se seraient établis respectivement à environ 4 556 000 000 \$ et 411 000 000 \$, si l'acquisition de Stanley avait été conclue le 1<sup>er</sup> octobre 2009. L'information pro forma est reconstituée en fonction des résultats annuels 2010 de la Société et des résultats de Stanley du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2010 en raison des différences entre les périodes de présentation de l'information financière et comprend les ajustements liés au regroupement d'entreprises tels que les amortissements des actifs incorporels acquis, les charges d'intérêts sur les emprunts, l'élimination des frais connexes à l'acquisition et des coûts d'intégration et les incidences fiscales qui s'y rattachent. Cependant, l'information pro forma ne rend pas compte des synergies ou des modifications aux transactions effectuées par le passé, pas plus qu'elle n'est nécessairement représentative des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été obtenus si l'acquisition s'était effectivement conclue le 1<sup>er</sup> octobre 2009, ni des résultats qui pourraient être réalisés à l'avenir.

### b) Ajustements liés à des regroupements d'entreprises

Certains actifs d'impôts futurs non constatés acquis dans le cadre d'acquisitions antérieures ont été constatés au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2010, donnant lieu à une diminution correspondante de la charge d'impôts sur les bénéfices de 7 378 000 \$. Selon les règles transitoires du nouveau chapitre 1582, un changement dans la constatation des actifs d'impôts futurs acquis découlant de regroupements d'entreprises antérieurs doit être comptabilisé au titre de la charge d'impôts sur les bénéfices. Avant l'adoption du chapitre 1582, la diminution correspondante aurait été imputée à l'écart d'acquisition.

## TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2009

### a) Acquisition

Il n'y a eu aucune acquisition importante au cours de l'exercice 2009.

### b) Cession

Le 20 février 2009, la Société a vendu ses services actuariels moyennant une contrepartie en trésorerie de 3 780 000 \$, moins un ajustement estimatif du fonds de roulement. La Société a reçu 3 565 000 \$ le 27 février 2009. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation Canada. Par suite de l'entente finale, les actifs nets vendus incluaient un écart d'acquisition de 1 499 000 \$, et la transaction a entraîné un gain de 1 494 000 \$.

### c) Modifications aux répartitions du coût d'acquisition

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a modifié la répartition du prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des créditeurs et charges à payer de 969 000 \$, et à une augmentation nette des passifs d'impôts futurs de 338 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 631 000 \$.

Par ailleurs, certains actifs d'impôts futurs non constatés acquis dans le cadre d'acquisitions antérieures ont été constatés au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, donnant lieu à une diminution correspondante de l'écart d'acquisition de 19 708 000 \$.

### d) Contrepartie du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice 2009, la Société a payé le solde du prix d'acquisition d'une entreprise d'un montant de 997 000 \$.

## TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2008

### a) Acquisitions

Il n'y a eu aucune acquisition pendant l'exercice 2008.

### b) Cession

Le 19 juillet 2008, la Société avait vendu son unité canadienne de gestion des services de règlement et de gestion du risque pour une contrepartie en trésorerie de 38 050 000 \$, lequel était assujéti à des ajustements ultérieurs. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation des services en gestion des processus d'affaires. En août 2008, la Société avait reçu un montant de 31 671 000 \$. Du solde restant, 879 000 \$ avaient été reçus au cours de l'exercice 2009 et 4 100 000 \$ avaient été reçus au cours de l'exercice 2010 à titre de paiement final. L'actif cédé comprenait un écart d'acquisition de 7 732 000 \$, déduction faite d'une perte de valeur de 4 051 000 \$. L'opération a donné lieu à une perte de 2 365 000 \$.

### c) Modifications à la répartition du prix d'acquisition

La Société a modifié la répartition du prix d'acquisition et effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des crédettes et charges à payer, de la tranche à court terme de la dette à long terme, de la dette à long terme, des actifs d'impôts futurs et des autres passifs à long terme respectivement de 5 801 000 \$, 3 287 000 \$, 2 685 000 \$, 2 145 000 \$ et 320 000 \$, à une augmentation nette de la trésorerie et de la participation ne donnant pas le contrôle respectivement de 43 000 \$ et 75 000 \$ et à un recul de l'écart d'acquisition de 9 916 000 \$.

### d) Contrepartie du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice 2008, la Société a payé le solde du prix d'acquisition de certaines entreprises acquises, ce qui a contribué à une diminution nette de la dette à long terme de 3 954 000 \$.

## Note 19

### Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2008, les résultats relatifs aux services canadiens de règlement et de gestion du risque et aux services actuariels de la Société ont été classés comme activités abandonnées. En juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de services de règlement et de gestion du risque et, en février 2009, elle a vendu son unité de services actuariels (voir la note 18b) des transactions réalisées au cours des exercices 2009 et 2008).

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Produits	–	2 511	64 851
Charges d'exploitation <sup>1</sup>	–	1 046	68 747
Amortissement	–	14	1 624
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	–	1 451	(5 520)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices <sup>2</sup>	–	143	(386)
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités abandonnées	–	1 308	(5 134)

1 Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'un gain sur cession de 1 494 000 \$. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, ces charges tiennent compte d'une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition de 4 051 000 \$ et d'une perte sur cession de 965 000 \$.

2 La charge (le recouvrement) d'impôts sur les bénéfices ne présente pas des taux d'impôt proportionnels au bénéfice ou à la perte avant impôts sur les bénéfices car la vente inclut un écart d'acquisition de 1 499 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 (7 732 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008), ce montant n'ayant aucune valeur fiscale.

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées s'établissent comme suit :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	–	164	(818)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	–	(3)	(250)
Total des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités abandonnées	–	161	(1 068)

## Note 20

### Renseignements additionnels sur les coentreprises

La quote-part des activités des coentreprises revenant à la Société, incluse dans les états financiers consolidés, s'établit comme suit :

	2010	2009	
	\$	\$	
Bilans			
Actifs à court terme	38 148	37 608	
Actifs à long terme	2 992	2 998	
Passifs à court terme	15 609	14 721	
Passifs à long terme	933	445	
	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
États des résultats			
Produits	91 015	101 964	87 887
Charges	79 597	88 552	77 381
Bénéfice net	11 418	13 412	10 506
	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
États des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	13 763	25 542	4 879
Activités d'investissement	(733)	(570)	(412)
Activités de financement	(12 740)	(12 250)	(13 720)

## Note 21

### Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Débiteurs	125 928	31 749	(13 164)
Travaux en cours	(59 579)	(22 450)	(43 785)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	17 933	8 399	(12 692)
Créditeurs et charges à payer	(46 810)	(39 255)	5 762
Rémunération à payer	(74 443)	38 009	(5 327)
Produits reportés	22 415	15 194	(13 323)
Impôts sur les bénéfices	(8 386)	25 974	(31 357)
	(22 942)	57 620	(113 886)

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie liées aux activités poursuivies s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Débiteurs	(693)	(1 476)	408
Travaux en cours	2 707	–	–
Créditeurs et charges à payer	–	(1 817)	(2 723)
Produits reportés	3 750	4 779	–
	5 764	1 486	(2 315)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	(42 982)	(27 040)	(17 559)
Acquisitions d'actifs incorporels	(23 708)	(4 779)	(13 185)
	(66 690)	(31 819)	(30 744)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	38 200	27 040	17 559
Augmentation des obligations	22 033	–	13 185
Émission d'actions	693	1 476	(408)
Rachat d'actions subalternes classe A	–	1 817	2 723
	60 926	30 333	33 059

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Intérêts payés	13 254	16 558	26 847
Impôts sur les bénéfices payés	104 724	63 125	139 803



## Note 22

### Information sectorielle

La Société compte les trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis et l'Inde, ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (note 8). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation des services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestation de services.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion :

2010					
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	2 170 082	1 483 593	242 152	–	3 895 827
Élimination des produits intersectoriels	(57 670)	(83 194)	(22 846)	–	(163 710)
Produits	2 112 412	1 400 399	219 306	–	3 732 117
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration, les intérêts sur la dette à long terme, le revenu d'intérêts, les autres charges (revenus), le gain sur la vente d'immobilisations et les impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>	375 998	192 305	89	(56 490)	511 902
Total de l'actif	2 083 675	2 166 397	180 780	176 339	4 607 191

1 L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est respectivement de 132 073 000 \$, 69 010 000 \$, 5 790 000 \$ et 11 584 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010.

2009					
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	2 216 042	1 421 366	305 417	–	3 942 825
Élimination des produits intersectoriels	(36 383)	(59 579)	(21 702)	–	(117 664)
Produits	2 179 659	1 361 787	283 715	–	3 825 161
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration, les intérêts sur la dette à long terme, le revenu d'intérêts, les autres charges (revenus), le gain sur la vente d'immobilisations et les impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>	320 702	171 965	18 639	(50 565)	460 741
Total de l'actif	2 341 074	985 289	197 619	375 928	3 899 910

1 L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est respectivement de 116 243 000 \$, 78 819 000 \$, 7 247 000 \$ et 14 495 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009. L'amortissement comprend une perte de valeur de 11 143 000 \$ essentiellement liée aux autres actifs incorporels du secteur d'exploitation des États-Unis et de l'Inde.

2008					
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	2 356 629	1 137 457	296 745	–	3 790 831
Élimination des produits intersectoriels	(21 063)	(50 944)	(12 961)	–	(84 968)
Produits	2 335 566	1 086 513	283 784	–	3 705 863
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration, les intérêts sur la dette à long terme, le revenu d'intérêts, les autres charges (revenus), le gain sur la vente d'immobilisations et les impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>	332 827	129 401	24 692	(56 434)	430 486
Total de l'actif	2 274 589	1 113 303	197 900	94 766	3 680 558

1 L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est respectivement de 111 903 000 \$, 54 358 000 \$, 5 069 000 \$ et 13 524 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008.

Les conventions comptables de chaque secteur d'exploitation sont identiques à celles décrites à la rubrique *Sommaire des principales conventions comptables* (note 2). Les produits intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces produits provenaient de tiers.

## INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction de leur emplacement :

	2010	2009
	\$	\$
Immobilisations		
Canada	161 993	155 072
États-Unis	59 306	40 528
Autres	16 725	16 818
	238 024	212 418

Les produits présentés par emplacement géographique du client se rapprochent des produits présentés par secteur d'exploitation.

## INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les produits en fonction des services fournis par la Société :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Impartition			
Technologies de l'information	1 870 804	1 817 943	1 523 562
Gestion des processus d'affaires	412 341	405 516	485 454
Intégration de systèmes et services-conseils	1 448 972	1 601 702	1 696 847
	3 732 117	3 825 161	3 705 863

## RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences ont représenté 510 786 000 \$ des produits inclus dans le secteur d'exploitation États-Unis et Inde pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010 (respectivement 394 436 000 \$ et 360 926 000 \$ pour les exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008).

## Note 23

### Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont présentés ci-après.

Les produits ont été de 81 760 000 \$, 108 139 000 \$ et 124 461 000 \$ pour les exercices terminés respectivement les 30 septembre 2010, 2009 et 2008.

	2010	2009
	\$	\$
Débiteurs	681	10 542
Travaux en cours	1 076	5 937
Coûts liés à des contrats	6 210	8 706
Produits reportés	1 012	3 351

## Note 24

### Avantages sociaux futurs

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

- La Société maintient des régimes de retraite à cotisations déterminées principalement pour certains de ses employés en Europe. La charge totale relative à ces régimes pour les exercices terminés les 30 septembre 2010, 2009 et 2008 était respectivement de 5 343 000 \$, 5 053 000 \$ et 5 303 000 \$.
- La Société maintient un régime à cotisations déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la Société verse des cotisations dans la même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ US par exercice. Avant cette date, le maximum était de 1 000 \$ US par exercice. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2010, 2009 et 2008, la Société a versé des cotisations respectivement de 8 212 000 \$, 7 557 000 \$ et 5 069 000 \$.
- La Société maintient deux régimes de rémunération différée non admissibles pour certains membres de la direction aux États-Unis. L'un de ces deux régimes est un régime sans capitalisation, et le passif au titre de rémunération différée non admissible totalisait 2 376 000 \$ au 30 septembre 2010 (3 211 000 \$ au 30 septembre 2009). L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts ; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les autres actifs à long terme et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 16 318 000 \$ au 30 septembre 2010 (13 108 000 \$ au 30 septembre 2009).
- La société maintient un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains des anciens employés retraités de son unité canadienne de gestion des services de règlement et de gestion du risque qui a été vendue. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 7 008 000 \$ au 30 septembre 2010 (7 201 000 \$ au 30 septembre 2009). La Société évalue son passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi au 30 septembre de chaque exercice. Une évaluation actuarielle avait été effectuée au 30 septembre 2008 et la prochaine est prévue au 30 septembre 2011.

## Note 25

### Engagements, éventualités et garanties

#### A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2010, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2030 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffrent à environ 917 834 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices et par la suite se présentent comme suit :

	\$
2011	135 003
2012	118 971
2013	104 238
2014	88 739
2015	84 135
Par la suite	386 748

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 107 721 000 \$. Les loyers minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices et par la suite s'échelonnent comme suit :

	\$
2011	54 237
2012	28 730
2013	17 644
2014	5 073
2015	1 409
Par la suite	628

Le 19 avril 2007, dans le cadre de l'entente entre les actionnaires de Conseillers en informatique d'affaires (« CIA »), la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA avant le 1<sup>er</sup> octobre 2011. Au 30 septembre 2010, 32,44 % des actions de CIA n'avaient toujours pas été acquises. Le prix d'acquisition des actions restantes sera calculé conformément à l'entente entre les actionnaires. Si la Société avait acheté les actions restantes de CIA en circulation au 30 septembre 2010, la contrepartie versée aurait été d'environ 10 363 000 \$.

## B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de règlements et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si l'issue de ces questions est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

## C) GARANTIES

### Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 14 570 000 \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2010, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

### Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2010, la Société avait engagé un montant total de 128 161 000 \$ dans ces types de cautionnement. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

Par ailleurs, la Société a fourni une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat de location.

# Note 26

## Instruments financiers

### JUSTE VALEUR

Tous les actifs financiers classés dans les actifs détenus jusqu'à l'échéance ou dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs, sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans le bénéfice net.

La Société a adopté les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie (note 3), les placements à court terme et les actifs du régime de rémunération différée (note 24) sont désignés comme instruments détenus à des fins de transaction, pour tenir compte des intentions de la direction.
- Les débiteurs (note 4), les travaux en cours et les fonds détenus pour des clients sont classés dans les prêts et créances.
- Les créditeurs et charges à payer, la rémunération à payer, la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 10) et les obligations liées aux fonds des clients sont classés dans les autres passifs.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments détenus à des fins de transaction.

Aux 30 septembre 2010 et 2009, la juste valeur estimative des débiteurs, des travaux en cours, des fonds détenus pour des clients, des créditeurs et charges à payer, de la rémunération à payer, de la dette à long terme, exception faite des billets de premier rang et de la facilité de crédit renouvelable non garantie en devise américaine, et des obligations liées aux fonds détenus des clients se rapprochait de leur valeur comptable respective.

La juste valeur des billets de premier rang non garantis et de la facilité de crédit renouvelable non garantie en devise américaine, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, était respectivement de 112 937 000 \$ et 941 396 000 \$ au 30 septembre 2010, par rapport à une valeur comptable respectivement de 109 899 000 \$ et 964 223 000 \$. Au 30 septembre 2009, la juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine s'établissait à 116 859 000 \$, par rapport à leur valeur comptable de 114 061 000 \$, et la juste valeur de la facilité de crédit renouvelable se rapprochait de sa valeur comptable de 126 043 000 \$ (note 10).

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

		2010	2009
	Comptabilisée à titre de	\$	\$
<b>Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes</b>			
Dette de 920 000 \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis (100 000 \$ US au 30 septembre 2009)	Dette à long terme	947 416	107 220
Dette de 12 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe (12 000 € au 30 septembre 2009)	Dette à long terme	16 807	18 823
<b>Couverture de flux de trésorerie liée aux produits futurs</b>			
Contrats de change à terme de 130 380 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien (192 660 \$ US au 30 septembre 2009)	Autres actifs à court terme	8 918	8 303
	Autres actifs à long terme	11 433	16 148
Contrats de change à terme de 44 820 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne (62 940 \$ US au 30 septembre 2009)	Autres actifs à court terme	2 378	1 495
	Autres actifs à long terme	1 121	488
	Autres passifs à long terme	–	78
Contrats de change à terme de 89 040 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne (110 315 \$ au 30 septembre 2009)	Charges à payer	1 570	2 005
	Autres passifs à long terme	3 396	7 570
<b>Couverture de flux de trésorerie liée aux billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>			
Contrats de change à terme de 107 000 \$ US (107 000 \$ US au 30 septembre 2009)	Autres actifs à court terme	1 277	–
	Autres actifs à long terme	763	5 736

La Société estime qu'une tranche d'environ 11 096 000 \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie au 30 septembre 2010 sera reclassée en résultat net au cours des 12 prochains mois.

## HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

La Société a classé dans le niveau 1 l'évaluation à la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des actifs liés aux régimes de rémunération différée. En ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie liées aux produits futurs et les couvertures de flux de trésorerie liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine, la Société a classé l'évaluation à la juste valeur dans le niveau 2, puisqu'elles sont fondées principalement sur des données de marché observables.

## RISQUE DE MARCHÉ (RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET RISQUE DE CHANGE)

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change ont une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

### Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 10) et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. La Société analyse régulièrement son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant divers scénarios afin de simuler le refinancement ou le renouvellement de positions existantes. D'après ces scénarios, une variation de 1 % du taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence importante sur le bénéfice net et le résultat étendu.

### Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement grâce à la dette étrangère et aux contrats à terme. De temps à autre, la Société a recours à des contrats de change à terme pour couvrir des flux de trésorerie prévus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société (note 2). Les relations de couverture sont désignées et documentées lors de leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation du dollar américain et de l'euro. Au 30 septembre 2010, la tranche de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des travaux en cours, des créditeurs et charges à payer, et de la rémunération à payer libellée en dollars américains s'élevait respectivement à 16 427 000 \$ US, 184 237 000 \$ US, 260 687 000 \$ US, 116 353 000 \$ US et 78 340 000 \$ US. De plus, au 30 septembre 2010, la tranche de ces mêmes éléments libellés en euros était respectivement de 13 881 000 €, 18 462 000 €, 943 000 €, 9 924 000 € et 3 237 000 €.

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité présente l'incidence des éléments monétaires libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une hausse de 10 % des taux de change. Une dépréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2010		2009	
	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro
Augmentation du bénéfice net	16 485	116	11 739	938
Augmentation du résultat étendu	161 456	11 130	79 117	12 409

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure d'acquitter ses passifs financiers à leur échéance ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, en faisant des prélèvements sur ses facilités de crédit ainsi qu'en émettant des titres de créance et des actions. L'un des objectifs principaux de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité grâce à une gestion active des actifs, des passifs et des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et les échéances contractuelles des portions du capital et des intérêts des principaux passifs financiers au 30 septembre 2010. Tous les montants libellés en devises étrangères aux termes d'un contrat sont présentés sous la forme de montants équivalents en dollars canadiens selon le cours du change au comptant de la fin de la période.

## Note 26 Instruments financiers (suite)

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Créditeurs et charges à payer	<b>304 376</b>	304 376	304 376	–	–	–
Rémunération à payer	<b>191 486</b>	191 486	191 486	–	–	–
Billets de premier rang non garantis en devise américaine	<b>109 899</b>	116 799	93 113	1 236	22 450	–
Facilité de crédit renouvelable non garantie	<b>964 223</b>	977 861	9 092	968 769	–	–
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts	<b>22 049</b>	23 961	6 292	5 052	11 211	1 406
Obligations liées aux fonds des clients	<b>248 695</b>	248 695	248 695	–	–	–
<b>Passifs financiers dérivés</b>						
Couverture de flux de trésorerie liée aux produits futurs						
Sorties de fonds	<b>4 966</b>	5 562	1 637	1 740	2 185	–
Entrées de fonds	<b>(23 850)</b>	(24 658)	(11 447)	(7 323)	(5 888)	–
	<b>1 821 844</b>	1 844 082	843 244	969 474	29 958	1 406

Au 30 septembre 2010, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements à court terme totalisant 141 020 000 \$ (343 427 000 \$ au 30 septembre 2009). La Société détenait également des facilités de crédit renouvelables non garanties de 519 931 000 \$ et des marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$ (note 10) (respectivement de 1 359 279 000 \$ et 25 000 000 \$ au 30 septembre 2009). En outre, les fonds détenus pour des clients de 248 695 000 \$ (332 359 000 \$ au 30 septembre 2009) couvrent intégralement les obligations liées aux fonds des clients. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le calendrier de paiement des obligations, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

## RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'un client ne puisse pas régler intégralement les montants à payer à la Société à leur échéance. Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à une concentration du risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les travaux en cours et les débiteurs.

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements très liquides, comme les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts à terme, de même que les acceptations bancaires et les billets de dépôt au porteur émis par de grandes banques (note 3). La Société ne compte pas de papier commercial adossé à des actifs parmi les équivalents de trésorerie qu'elle détient. La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société a des débiteurs et des travaux en cours provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les débiteurs. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des débiteurs en souffrance :

	2010	2009
	\$	\$
En règle	<b>301 106</b>	267 784
En souffrance de 1 à 30 jours	<b>28 864</b>	9 183
En souffrance de 31 à 60 jours	<b>5 738</b>	13 086
En souffrance de 61 à 90 jours	<b>5 018</b>	4 979
En souffrance depuis plus de 90 jours	<b>20 147</b>	33 737
	<b>360 873</b>	328 769
Provision pour créances douteuses	<b>(11 524)</b>	(11 122)
	<b>349 349</b>	317 647

La valeur comptable des débiteurs est réduite par une provision et le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés des résultats à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'un débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés des résultats. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.



## Note 27

# Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux du processus de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont adéquates tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres. Au 30 septembre 2010, le total du capital géré s'élevait à 3 447 527 000 \$ (2 901 811 000 \$ au 30 septembre 2009). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche à court terme (note 10), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 3), de placements à court terme ainsi que des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité de vérification et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque de capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche échéant à moins d'un an. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures non conformes aux PCGR. La dette nette représente la dette (incluant l'incidence de la juste valeur des contrats à terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et les placements à court terme. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est la somme du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, des intérêts sur la dette à long terme et de l'amortissement. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers touchant ses facilités de crédit et ses billets de premier rang non garantis en devise américaine. Pour les facilités de crédit, les ratios sont :

- Un ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre derniers trimestres.
- Un ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIAL pour les quatre derniers trimestres sur le total des intérêts débiteurs et des frais de location d'exploitation pour la même période. Le BAIIAL est une mesure non conforme aux PCGR et est la somme du BAIIA plus les loyers et charges locatives.
- Une valeur nette minimale exigée, où les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les facilités de crédit sont calculés sur une base consolidée, compte non tenu d'Innovaposte, qui est une coentreprise.

Pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine, les ratios sont :

- Un ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale ajustée pour les loyers et charges locatives d'exploitation sur le BAIIAL pour les quatre derniers trimestres.
- Un ratio de couverture des charges fixes, qui est le ratio de BAIIAL sur le total des intérêts débiteurs plus les loyers et charges locatives d'exploitation pour les quatre derniers trimestres.
- Une valeur nette minimale exigée, où les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine sont calculés selon certaines filiales de la Société qui représentent une partie importante des activités consolidées de la Société.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité de vérification et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposée par des tiers.

## Note 28

# Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2010	2009 (Retraité — note 2a))	2008 (Retraité — note 2a))
	\$	\$	\$
<b>Rapprochement du bénéfice net :</b>			
Bénéfice net — PCGR du Canada	362 766	317 205	294 000
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions i)	(213)	(3 759)	(4 127)
Bons de souscription ii)	863	1 404	(5 721)
Reprise de provision d'impôts sur les bénéfices iii)	—	(517)	(7 452)
Autres iv)	(140)	594	216
<b>Bénéfice net — PCGR des États-Unis</b>	<b>363 276</b>	<b>314 927</b>	<b>276 916</b>
<b>Attribuable :</b>			
Aux actionnaires du Groupe CGI inc.	362 896	314 188	276 048
À la participation ne donnant pas le contrôle	380	739	868
Bénéfice de base par action attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. — PCGR des États-Unis	1,27	1,02	0,87
Bénéfice dilué par action attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. — PCGR des États-Unis	1,24	1,01	0,86
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	363 276	314 927	276 916
Autres éléments du résultat étendu	(35 756)	35 434	64 649
<b>Résultat étendu — PCGR des États-Unis</b>	<b>327 520</b>	<b>350 361</b>	<b>341 565</b>
<b>Attribuable :</b>			
Aux actionnaires du Groupe CGI inc.	327 140	349 622	340 697
À la participation ne donnant pas le contrôle	380	739	868
<b>Rapprochement des capitaux propres :</b>			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc. — PCGR du Canada	2 152 631	2 275 254	1 997 001
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions ix)	58 411	58 411	58 411
Bons de souscription ii)	(7 125)	(7 988)	(9 392)
Reprise sur une provision d'impôts sur les bénéfices iii)	(7 969)	(7 969)	(7 452)
Rémunération non gagnée v)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration vi)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition vii)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable viii)	9 715	9 715	9 715
Autres iv)	(3 405)	(3 265)	(3 859)
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc. —     PCGR des États-Unis</b>	<b>2 220 036</b>	<b>2 341 936</b>	<b>2 062 202</b>
<b>Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle —     PCGR du Canada et des États-Unis</b>	<b>6 452</b>	<b>6 342</b>	<b>5 922</b>

#### **i) Rémunération à base d'actions**

Depuis l'exercice 2008, la Société émet des options sur actions assorties d'une période d'acquisition des droits y rattachés de trois ans et de critères de rendement. Selon les PCGR du Canada, le coût de rémunération pour ce genre d'options a été comptabilisé sur une base linéaire puisque les attributions d'options dont les droits sont acquis graduellement ont une durée de vie prévue similaire. Selon les PCGR des États-Unis, la méthode de l'acquisition graduelle des droits est de mise. L'ajustement représente la variation du coût de rémunération entre l'utilisation de la méthode de l'amortissement linéaire et de la méthode d'acquisition graduelle des droits. Cet ajustement n'a pas d'incidence sur les capitaux propres.

#### **ii) Bons de souscription**

Selon les PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2010, 2009 et 2008 reflètent la contrepassation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, qui est incluse comme une réduction du bénéfice net consolidé selon les PCGR du Canada.

De plus, l'ajustement pour l'exercice 2008 inclut les ententes finales avec les autorités fiscales et l'échéance des délais de prescription de passifs d'impôts des exercices précédents associés à l'émission de bons de souscription, qui a entraîné une reprise des passifs d'impôts de 7 125 000 \$ au cours de l'exercice 2008. La reprise de ce recouvrement a été considérée comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada.

#### **iii) Reprise sur la provision d'impôts sur les bénéfices**

Au cours des exercices 2009 et 2008, la Société a effectué une reprise sur provision d'impôts sur les bénéfices non récurrente ayant trait à des ententes finales avec les autorités fiscales et à l'expiration des délais de prescription des passifs d'impôts des exercices précédents associés aux acquisitions d'entreprises. La reprise de cette provision a été considérée comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada. Selon les PCGR des États-Unis, l'ajustement a été imputé à l'écart d'acquisition attribuable à l'acquisition avant l'adoption de l'ASC Topic 805, *Business Combinations*, le 1<sup>er</sup> octobre 2009. (Se reporter au point x), Modifications comptables récentes.)

#### **iv) Capitalisation des actifs incorporels**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2008, la Société a adopté le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Cette norme donne de nouvelles indications concernant les coûts pouvant être capitalisés relativement au développement d'actifs incorporels. Selon les PCGR des États-Unis, aucune modification n'a été apportée aux normes relatives à la capitalisation. Cet ajustement est un des éléments inclus au poste « Autres » et correspond à l'incidence nette des coûts ayant été passés en charges ou capitalisés selon les PCGR du Canada pour lesquels le traitement comptable diffère selon les PCGR des États-Unis. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2010, 2009 et 2008, l'ajustement au bénéfice net selon les PCGR des États-Unis s'est traduit par une diminution respectivement de 959 000 \$, 198 000 \$ et 368 000 \$. Aux 30 septembre 2010, 2009 et 2008, les ajustements aux capitaux propres selon les PCGR des États-Unis ont entraîné une augmentation respectivement de 1 186 000 \$, 2 145 000 \$ et 2 341 000 \$.

#### **v) Rémunération non gagnée**

Selon les PCGR du Canada, antérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2001, les options sur actions dont les droits y rattachés n'avaient pas été acquis et qui avaient été attribuées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'étaient pas comptabilisées. L'ajustement tient compte de la valeur intrinsèque des options sur actions dont les droits y rattachés n'avaient pas été acquis (se reporter au point vii) ci-dessous), qui, selon les PCGR des États-Unis, aurait été comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative résiduelle d'acquisition des droits rattachés aux options.

#### **vi) Coûts d'intégration**

Selon les PCGR du Canada, antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, sous réserve de certaines conditions. Selon les PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation au bénéfice net consolidé, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2001, comptabilisé selon les PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

**vii) Écart d'acquisition**

L'ajustement des capitaux propres lié à l'écart d'acquisition est principalement attribuable à la différence de la valeur attribuée aux options sur actions attribuées aux employés d'IMRglobal Corp. Selon les PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours dont les droits y rattachés sont acquis est comptabilisée comme partie intégrante du prix d'acquisition à répartir. Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions attribuées à la suite d'une acquisition d'entreprise aurait été comptabilisée, que les droits y rattachés soient acquis ou non. Se reporter au point v) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

**viii) Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable**

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du *Manuel de l'ICCA*, « Impôts sur les bénéfices ». Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions de l'ASC Topic 740, *Income Taxes*, publié par le Financial Accounting Standards Board (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a comptabilisé un ajustement pour tenir compte de l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui s'est traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a comptabilisé ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. Selon les PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

**ix) Rémunération à base d'actions**

Selon les PCGR du Canada, les coûts de rémunération à base d'actions sont comptabilisés selon la méthode de la juste valeur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004. Selon les PCGR des États-Unis, l'ASC Topic 718, *Compensation — Stock Compensation*, ne rend obligatoire l'application de cette norme que pour les exercices ouverts à compter du 15 juin 2005. L'ajustement de l'exercice 2005 représente la charge imputée aux résultats nets consolidés aux fins des PCGR du Canada pour laquelle aucune charge n'était comptabilisée ou exigée selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2005, il n'existe aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

**x) Modifications comptables récentes**

En décembre 2007, le FASB a publié l'ASC Topic 805, *Business Combinations*, que la Société a adopté en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009 par application prospective aux regroupements d'entreprises. Les dispositions de cette norme sont semblables à celles du chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, « Regroupements d'entreprises » (voir la note 2a)). En raison de l'adoption de l'ASC Topic 805, des ajustements fiscaux totalisant 29 716 000 \$ liés aux ententes finales et à l'expiration des délais de prescription ont été portés en réduction de la charge d'impôts sur les bénéfices au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2010 plutôt qu'imputés à l'écart d'acquisition. Ce nouveau traitement comptable est conforme au chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*. En conséquence, il n'y a aucune différence avec les PCGR pour l'exercice terminé le 30 septembre 2010 relativement à ces éléments.

En décembre 2007, le FASB a publié l'ASC Topic 810, *Consolidation*, que la Société a adopté en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009 par application rétrospective. Les dispositions de cette norme sont semblables à celles du chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, « États financiers consolidés », et du chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » (voir la note 2a)). L'adoption de l'ASC Topic 810 par la Société n'a pas eu d'incidence importante sur ses états financiers consolidés. Les incidences sur les périodes ultérieures dépendront de la nature et de l'importance des regroupements d'entreprises visés par ces normes.

#### **xi) Modifications comptables futures**

En octobre 2009, le FASB a publié l'Accounting Standards Update (« ASU ») 2009-13, *Multiple-Deliverable Revenue Arrangements*, qui modifie l'ASC Topic 605, *Revenue Recognition*, publié par le FASB, ainsi que l'ASU 2009-14, *Certain Revenue Arrangements That Include Software Elements*, qui modifie l'ASC Subtopic 985-605, *Software — Revenue Recognition*, publié par le FASB. L'ASU 2009-13 comporte des directives faisant autorité quant aux accords de prestations multiples générateurs de produits auxquels les dispositions sur la constatation des produits tirés de logiciels ne s'appliquent pas. Selon l'ASU 2009-13, en l'absence d'une preuve objective émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. L'ASU 2009-13 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Quant à l'ASU 2009-14, il fournit des directives sur les accords qui comprennent des éléments logiciels, notamment des produits concrets comprenant des composantes logicielles essentielles au fonctionnement du produit concret et qui ne seront plus constatés selon les dispositions sur la constatation des produits tirés de logiciels, ainsi que des produits fonctionnant au moyen de logiciels et qui seront maintenant assujettis à d'autres dispositions pertinentes sur la constatation des produits. Ces normes doivent être adoptées au cours de la même période, selon la même méthode de transition, de façon prospective, mais peuvent être adoptées de façon rétrospective, et s'appliquent aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours des exercices ouverts à compter du 15 juin 2010. La Société adoptera ces normes en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010, sur une base prospective. Leur incidence sur les périodes futures dépendra de la nature et de l'importance des contrats futurs avec des clients qui seront visés par celles-ci.